

La CCIG aide les entreprises à franchir le pas du durable

La Chambre de commerce de Genève a publié une étude qui se veut un guide des bonnes pratiques.

MATTEO IANNI

La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) veut accompagner les entreprises genevoises dans leur démarche de développement durable. À l'image d'un guide de bonnes pratiques, la CCIG a ainsi publié hier une étude économique qui a pour objectif de montrer aux sociétés que le développement durable est source d'opportunités et compte de nombreux avantages. Elle donne également des clés pour amorcer, de manière simple et pragmatique, une démarche dans son entreprise. Un son de cloche qui fait écho aux élections législatives d'il y a 10 jours, avec la forte poussée des partis écologistes. À Genève, comme chez ses voisins romands, les Verts ont été les grands gagnants des élections au Conseil national.

Des mesures simples qui ont des impacts colossaux

Les manières de mener une démarche de développement durable sont nombreuses et les domaines abordés variés. A chacune et chacun de fixer ses priorités en fonction de son entreprise, de son type d'activités et de ses impacts. «Le développement durable



ALINE YAZGI. Pour l'auteure de l'étude, «il y a des mesures extrêmement simples qui ont des impacts colossaux».

concerne aujourd'hui toutes les entreprises, commente Aline Yazgi, auteure de l'étude. Souvent perçu par ces dernières comme une contrainte, il est pourtant source d'opportunités et compte de nombreux avantages. Cette étude présente ainsi un grand nombre d'exemples concrets mis en œuvre par des sociétés de la région afin de donner des idées aux autres et de participer à un cercle vertueux.»

Dans ce code de bonne conduite adressé aux entreprises, on note

que la première action à entreprendre est l'établissement d'un bilan CO₂, qui permet à l'entreprise de mettre en place des mesures de réductions ciblées afin de réaliser des économies énergétiques, et donc financières. Ensuite arrive la partie sensibilisation des collaborateurs aux différentes thématiques, comme la manière d'économiser de l'énergie ou de l'eau.

Passons aux applications concrètes sur les lieux de travail. Il s'agit généralement des plus grosses sources potentielles d'économie d'énergie. Eteindre complètement les équipements non utilisés (cela paraît logique, mais ce n'est pas souvent réalisé), utiliser des détecteurs de présence pour l'éclairage, ou encore isoler les tuyauteries de chauffage. «Il y a des mesures extrêmement simples qui ont des impacts colossaux, comme parfois un simple équilibrage des réseaux hydrauliques», souligne l'auteure.

Une situation somme toute encourageante

De manière plus poussée, les entreprises doivent penser à s'occuper de leurs serveurs et de leur salle informatique. Les serveurs constituent en effet un poste important de consommation d'éner-

gie. Bonne nouvelle toutefois, il est possible d'en économiser beaucoup en prenant des mesures parfois relativement simples, comme n'utiliser que des serveurs modernes possédant les technologies «low voltage», moins gourmands en énergie, ou alors choisir des serveurs qui sont moins sensibles à la chaleur. «C'est ainsi que SIG, en revoyant leur infrastructure en technologies de l'information, ont réussi à diminuer leur consommation d'énergie de 60%.» En parallèle, les salles informatiques continuant malgré tout à dégager de la chaleur, les entreprises peuvent la recycler pour chauffer leurs autres locaux en hiver.

Au total, l'étude présente plus d'une vingtaine de mesures utiles. Pour son travail, Aline Yazgi a sollicité «plusieurs dizaines» de sociétés, dans différents secteurs. L'auteure s'est dite «agréablement surprise» et a trouvé «encourageantes» ces mesures prises par les entreprises genevoises. Le sondage n'a donc pas vocation à être exhaustif. À noter que la méthodologie retenue présente un biais, car elle se concentre uniquement sur les entreprises vertueuses ou qui souhaitent le devenir. Les mauvais élèves ne sont pas recensés. ■